

growth of its export earnings, the stability and diversification of its export structure, its ability to reduce imports, the size of its foreign exchange reserves and its debt-service record. In the case of a developing country, this general picture must in turn be related to its development situation, needs, and prospects.

19. The rough figures available on the total indebtedness of all developing countries provide some perspective. As shown in Table 1, the total debt outstanding increased in ten years from \$35 billion in 1967 to \$165 billion at the end of 1976. The average annual growth rate over the period was 19 per cent, but the rate rose to more than 21 per cent from 1973 to 1975, and tapered significantly to 17.8 per cent last year. Much more dramatic and significant has been the rise in the proportion of the total which is owed to private creditors, mainly banks but also export promotion agencies¹ and other financial institutions. The rate of growth of this type of debt fell below 18 per cent only once during the period, and rose as high as 36 per cent in 1972 and 29 per cent in 1975. Again, the growth fell substantially to 19.3 per cent in 1976, but by then private creditors accounted for 51 per cent of the total debt of the developing countries, compared to 31 per cent of the total in 1967. By contrast, the debt owed to official creditors—mainly resulting from Official Development Assistance loans from individual industrialized countries, but also including loans from multilateral institutions, such as the World Bank and from some export promotion agencies, such as the EDC—rose from \$24 billion in 1967 to \$81 billion in 1976, at a much slower rate than that owed to private creditors.

20. Although dramatic, these figures do little more than provide perspective, for indebtedness varies widely among countries and groups of countries. For example, in 1974, the last year for which comprehensive debt statistics are available, Mexico alone borrowed more from private banks than did all of the developing countries in Africa south of the Sahara combined. In that same year, 13 countries accounted for 56 per cent of the total disbursed debt owed by developing countries. Some estimates suggest that four-fifths of the total external public debt is accounted for by 20 developing countries. Of the total public debt owed to private creditors in 1974, 52 per cent was concentrated in 7 developing countries. Generally, the total debt is heavily concentrated in the middle and upper-income developing countries. Debt owed to private creditors is almost entirely restricted to these countries, while the non-oil exporting lower income countries (less than \$200 per capita GNP) have had to rely on grants and concessional bilateral and multilateral official loans.

compte du volume de sa dette et des paiements qu'il doit effectuer, en conformité du service de sa dette, mais en se fondant plutôt sur un ensemble complexe de facteurs tels que, entre autres, l'importance relative et l'augmentation prévue des revenus d'exportation du pays en question, la stabilité et la diversité de ses marchés d'exportation, sa capacité de diminuer ses importations, l'importance de ses réserves de devises étrangères et son dossier quant au respect de ses engagements antérieurs envers ses créanciers. Dans le cas d'un pays en voie de développement, ce tableau général doit en outre être examiné en tenant compte du degré de développement, du pays, de ses besoins et de son potentiel.

19. Les chiffres bruts dont on dispose sur la totalité des dettes et créances de tous les pays en développement fournissent une certaine perspective. Comme l'indique le tableau 1, le total des créances à recouvrer est passé en 10 ans de \$35 milliards en 1967 à \$165 milliards à la fin de 1976. Pendant cette période, le taux de croissance annuel a été de 19 pour cent mais il a dépassé 21 pour cent de 1973 à 1975 et a sensiblement décliné pour atteindre 17.8 pour cent l'année dernière. La proportion du total dû aux créanciers privés, principalement les banques, mais également les organismes de promotion des exportations¹ et autres établissements financiers, a augmenté de façon beaucoup plus radicale. Le taux de croissance de ce type de dettes n'est descendu qu'une fois au-dessous de 18 pour cent pendant cette période et s'est élevé jusqu'à 36 pour cent en 1972 et à 29 pour cent en 1975. Cette croissance a subi de nouveau une baisse notable en 1976, retombant à 19.3 pour cent mais, à ce moment-là les créanciers privés comptaient pour 51 pour cent de la dette totale des pays en voie de développement, contre 31 pour cent en 1967. Par contraste, la dette due aux créanciers officiels—résultant principalement de prêts du type de l'Aide publique au développement provenant des pays industrialisés, mais comprenant également des prêts d'établissements multilatéraux tels que la Banque Mondiale et des prêts d'agences de promotion des exportations telles que la Société pour l'expansion des exportations—est passée de \$24 milliards en 1967 à \$81 milliards en 1976, soit un rythme beaucoup plus lent que celui des sommes dues aux créanciers privés.

20. Bien qu'ils soient énormes, ces chiffres ne font rien de plus que donner une idée générale car l'endettement varie grandement d'un pays à l'autre ou même, d'un groupe de pays à l'autre. Par exemple, en 1974, la dernière année pour laquelle nous puissions obtenir des chiffres complets sur l'endettement, le Mexique a, à lui seul, emprunté plus des banques privées que tous les pays en voie de développement au sud du Sahara réunis. Au cours de la même année, 13 pays se partageaient 56 pour cent du total des dettes des pays en voie de développement. Certaines estimations suggèrent que les quatre cinquièmes de la dette publique extérieure sont répartis entre 20 pays en développement. Cinquante-deux pour cent du total de la dette publique envers des créanciers privés en 1974 étaient concentrés dans 7 pays en voie de développement. En général, une grande partie de la dette globale est répartie entre les pays en voie de développement à revenus moyens et supérieurs. Ces pays accaparent la presque totalité de la dette contractée envers des créanciers privés, bien que les pays à faibles revenus qui n'exportent pas de pétrole (dont le PNB est inférieur à \$200 par habitant) aient dû compter sur des